

Politique assassine !

lundi 1er mars 2021, par [Jacques COTTA](#)

Rarement la responsabilité des politiques qui nous gouvernent aura été engagée au point où elle l'est aujourd'hui, dans les moments nous sommes en train de vivre. Le Covid et les derniers développements qui lui sont liés viennent illustrer cette réalité. Les mesures qui restreignent nos libertés se succèdent. Mais quel est la jauge qui permet aux politiques de nous confiner, de nous enfermer, de nous museler ? Tous s'inquiètent de la saturation des hôpitaux, de l'encombrement des services de réanimation, des services des urgences. Il n'y a pas assez de lits, pas assez de personnels, soit. Mais qui a fermé les lits, qui continue de boucler des services, qui a supprimé des postes, qui continue de crier haro sur la fonction publique hospitalière, qui s'est engagé dans le Ségur de la santé à accorder leurs droits aux personnels hospitaliers, et qui n'a pas tenu ses propres engagements ?

Dans la durée, **les gouvernements de droite et de gauche** qui se sont succédés depuis les années 82-83 portent la responsabilité de cette situation. Dans l'immédiateté, **messieurs Macron, Philippe, Castex, Veran et autres ministres** ont pris le relais. Un exemple ? A Nice, où la population qui n'a pas les moyens de prendre la poudre d'escampette le vendredi soir se trouve confinée le week-end pour éviter l'engorgement des hôpitaux, plus de 170 lits ont été supprimés dans la dernière période. Un autre exemple ? Les hôpitaux emblématiques parisiens, Bichat ou Beaujon, sont menacés de fermeture, ni plus ni moins. Encore un exemple ? ce sont des milliers de lits et postes sur tout le territoire qui sont liquidés aujourd'hui sous Macron, faisant suite à la fermeture de quantité d'hôpitaux ou de services de proximité.

Emmanuel Macron évoque la possibilité d'un « pass sanitaire ». Voilà la nouvelle absurdité en vogue. Un passeport sur la base d'un vaccin dont tous s'accordent à mettre en cause son efficacité à 100%, un passeport pour créer en fait une France à deux vitesses, celle des vaccinés et celle qui par choix ou par manque de vaccins ne pourra exhiber le laisser passer, ne pourra donc fréquenter les lieux publics, ne pourra recouvrer sa liberté, un passeport d'autant plus absurde que nul ne peut affirmer que les vaccins sont efficaces contre les multiples variants plus résistants que les précédents. Et surtout un « pass » pour limiter sans doute, sinon interdire, toute mobilisation populaire, notamment à la veille de nouvelles mesures sociales d'une violence terrible, telle **la réforme de l'assurance chômage** qui refait surface pour diminuer les indemnités des chômeurs, ce qui dans la période de catastrophe actuelle constitue tout un programme. Tout compte fait, le manque de vaccin pourrait bien présenter des avantages...

Le manque de vaccins justement. La réalité est impitoyable pour le pouvoir. Le « passeport vaccinal » dont parle l'Elysée dénote aussi la crainte de voir exploser à nouveau au grand jour l'incapacité, l'incohérence, la stupidité d'un exécutif en perdition. Alors qu'Emmanuel Macron annonçait qu'à la fin août plus de la moitié des français pourraient être vaccinés, au rythme actuel, ce sont plusieurs années qui seront nécessaires.

Il manquerait de vaccins nous dit-on en guise d'explication.

- Voilà le bilan de notre soumission à l'union européenne chargée par nos européistes au pouvoir de commander et répartir les doses miracles !
- Voilà le bilan de la politique de liquidation de la recherche publique française qui voit Sanofi mettre ses capacités au service de la production allemande après avoir touché des millions d'euros d'aides de l'état, avoir gavé ses actionnaires et fermé plusieurs de ses centres de recherche !

L'incapacité de notre outil industriel de répondre aux besoins vitaux de la nation n'est que la conséquence, là encore, de la politique de dirigeants qui sont les premiers responsables de notre faiblesse et de notre impuissance. En terme à peine feutré les différentes sommités médicales se renvoient la balle. Le directeur général de la santé, **Jérôme Salomon**, se félicite déclarant que « *la stratégie revient à*

gagner du temps » pendant que son prédécesseur **William Dan** s'étonne qu'on « *bricole ainsi dans une position attentiste* ».

En définitive, la situation sanitaire a un mérite. Elle met à jour la responsabilité pleine et entière du politique dans la faiblesse de notre politique et de nos services publics. Et à y regarder de plus près, ce sont tous nos services publics qui sont victimes. Rien n'y échappe. Ni les services publics hospitaliers donc, ni ceux qui permettent en général la vie commune dans la cité. Leur défaillance est source de catastrophes. La mort de jeunes adolescents victimes de rixes en Essone par exemple vient rappeler la situation dans laquelle se trouvent pêle-mêle dans nombre de quartiers les services publics permettant la vie au quotidien, dont notamment ceux chargés d'assurer la sécurité, **la police**, ou encore **la justice**, incapables d'assumer la fonction qui devrait être la leur. Là encore la responsabilité politique de nos gouvernants, de leur politique est pleine et entière. De jour en jour la note s'allonge. L'addition qui devra être honorée est de plus en plus lourde, à la hauteur du saccage général auquel il faudrait d'urgence mettre fin.

Jacques Cotta

Le 1er mars 2021